

## L'Abeyille

de la Nouvelle-Orléans

Journal Hebdomadaire

Fondée le 1er Septembre 1827

Publiée par le Times-Picayune Publishing Co., au Times-Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La., Téléphone Main 4100.

Enregistré à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars, 1879.

En Louisiane et au Mississipi, par an \$2.50  
Pour les Etats-Unis, un an \$3.00  
Par mois \$0.25

## L'Abeyille

Nous désirons remercier très sincèrement les nombreux amis qui nous ont adressé des félicitations à l'occasion de notre entrée dans notre nouvelle demeure. Un vieux proverbe dit: Balai neuf balaye bien." Nous ne ferons pas honneur à ce proverbe. Les changements apportés à notre programme, les améliorations de tous genres que l'on peut déjà constater dans notre journal, en un mot, le nouvel essor que nous prenons, seront d'un caractère durable. La nouvelle Abeille ne se contentera pas d'être intéressante seulement au commencement de sa nouvelle carrière. La rédaction a mis à l'étude de nombreux projets visant tous à l'agrandissement, au développement et au perfectionnement du journal. Comme nous l'avons déjà annoncé, le "Times-Picayune," mû par le seul désir de conserver et de perpétuer une institution qui se rattache si intimement à l'histoire de notre Etat, fera tout en son pouvoir pour donner à l'Abeille une forme aussi attrayante que possible et pour lui permettre de continuer sa mission utile dans la monde Franco-Américain en Louisiane et dans les Etats du Sud. Il s'agit maintenant de répondre au geste spontané et généreux du "Times-Picayune." Nous demandons à tous ceux qui s'intéressent au sort de la langue Française en Louisiane, à tous ceux qui veulent en perpétuer l'usage sur un sol où il est si naturel de s'en servir, de nous accorder toute leur confiance et de nous aider dans la tâche que nous nous sommes imposée. Il nous faut l'appui moral et matériel de tous les amis de la langue Française dans notre région. Nous voulons créer et grouper autour de l'Abeille tout un essaim de vaillants défenseurs de la langue Française en Louisiane, dont la collaboration morale et matérielle nous sera précieuse et nous aidera à traverser les périodes difficiles. Nous invitons tous ceux qui voudraient bien nous prêter leur concours littéraire de nous adresser leurs écrits, que nous nous empresserons d'insérer dans notre journal si le texte et le fond sont conformes aux règlements de la rédaction. Nous voulons que l'Abeille soit un peu considérée comme le patrimoine commun de tous ceux qui par le passé lui ont donné leur appui et de tous ceux qui estiment qu'un journal Français est un auxiliaire précieux pour le maintien et la conservation en Louisiane de la langue Française. Que ceux-là se présentent, et ils seront toujours les bienvenus. L'Abeille leur fera toujours le meilleur accueil dans sa nouvelle ruche.

## La compagnie des tramways

On s'en occupe beaucoup actuellement, et avec raison, car c'est un service qui joue un rôle extrêmement important dans la vie ordinaire des habitants d'une grande communauté.

Notre Compagnie des Tramways traverse une crise financière semblable à celle à laquelle les compagnies de tramways à travers les Etats-Unis doivent faire face, et il devient urgent que des mesures soient prises pour la réorganiser de façon permanente.

Nonobstant une augmentation de tarif, le bon public de la Nouvelle-Orléans ne fait que se rendre compte de jour en jour que son service de tramways, pour lequel il paie fort cher, ne s'améliore en aucune façon. Il arrive même parfois que nos citoyens, dont la patience est devenue proverbiale, aient

à attendre un temps considérable avant de pouvoir prendre leur tramway. Cette situation ne peut continuer à durer. Une réorganisation financière et administrative du service en question s'impose de la façon la plus impérieuse. Nos citoyens ont le droit de l'exiger, et cela sans retard.

## Il Ne Faut Pas "S'En Faire"

(True translation filed with postmaster at New Orleans, La., on Thursday, February 17, 1921, as required by Act of October 6, 1917.)

Il fallait s'y attendre: l'Allemagne organise la résistance aux demandes des Alliés; elle déclare ne pas vouloir payer les sommes fixées par la conférence de Paris comme montant des réparations dues par elle.

Les socialistes, comme les autres, ont mis flamberge au vent, car ils ne pouvaient laisser passer une telle occasion d'organiser au profit de leur popularité politique les récalcitrances des électeurs allemands.

Tous les partis en Allemagne surenchérissent avec le même objectif en vue leur détermination de refuser adhésion aux termes des Alliés.

Dans le même temps, en dehors de l'Allemagne, apparaissent des protestations contre les prétentions qualifiées d'inadmissibles des Alliés, et au premier rang se trouvent les doctrinaires de l'école ultra libérale de Manchester, ceux-là mêmes dont l'humanitarisme philosophique, durant la guerre, n'a cessé de s'employer à dénigrer la politique des Alliés.

Il ne faut pas s'inquiéter outre mesure de ces manifestations: elles étaient prévues. En ce qui concerne l'Allemagne, tout indiquait visiblement sa préoccupation de simuler la faillite afin d'échapper aux justes pénalités prévues par le traité de Versailles.

Mais, s'il est vrai que sa situation financière est pour l'instant précaire et délibérément empirée par ses gouvernants, il n'est pas moins vrai que, en fait, l'Allemagne possède des éléments de prospérité fort visibles et qui sont des facteurs précis de l'évaluation faite par les Alliés.

L'Allemagne doit payer les dommages causés par sa politique de barbarie et de destruction voulue, calculée; elle s'y est engagée en signant le traité de Versailles, et si, pour elle, aujourd'hui comme hier, les traités ne sont toujours que des chiffons de papier, les Alliés professent d'autres vues.

Comme le notait judicieusement M. Lloyd George, ces jours derniers, le respect des traités est la première et la plus essentielle condition de l'ordre et de la paix dans l'univers.

Cette fois, fort heureusement, les Alliés se sont assurés les moyens de faire respecter le traité de Versailles; bon gré mal gré, l'Allemagne sera forcée d'y faire honneur, car on ne lui a pas laissé les moyens de s'y soustraire. Certes, elle ne paiera pas le plein montant de sa dette; la somme qu'on lui réclame ne représente, en ce qui concerne la France, que le tiers des dévastations et dommages dont elle est responsable.

Les deux cent vingt milliards répartis en quarante années qu'on lui réclame ne sont que la moitié, pas même, des cinq cent milliards que Guillaume, en 1917, annonçait au Reichstag, parmi les acclamations enthousiastes des représentants allemands, devoir étre le montant des indemnités de guerre à réclamer des Alliés le jour de la victoire allemande. Elle s'en tire donc à bon marché, somme toute, même d'après sa propre évaluation.

Vaincue, l'Allemagne, à l'heure actuelle, bénéficie d'une situation fiscale fort avantageuse par rapport aux Alliés, puisque le contribuable allemand paie, par tête, en moyenne \$7.30 d'impôt, alors que l'Anglais en paie \$83 et le Français \$28.

Ses industries ont repris leur activité et réalisent des profits formidables représentant des revenus de 60 à 80 pour cent.

En Allemagne, les chemins de fer demandent un centin et demi par mille,

en première classe, et les taux de transports sont à l'avenant: on sait ce qu'il en coûte chez tous les Alliés, à l'heure actuelle.

Son budget est en déficit, mais c'est de propos délibéré; il suffit pour s'en convaincre de constater la nature des dépenses, le nombre triplé de ses fonctionnaires, les millions payés à Guillaume et les milliards portés au budget de la guerre pour une armée de 100,000 hommes.

Non, il ne faut pas se laisser impressionner par les hurlements teutons et leurs cris de protestations contre l'esclavage auquel les veulent soumettre les Alliés: tout cela, c'est l'ordinaire comédie de débiteurs malhonnêtes qui entendent esquiver leur dette par tous les moyens possibles.

Mais ils paieront, et s'ils refusent les termes posés par les Alliés à Paris, il ne restera qu'à faire exécuter les termes du traité de Versailles, dans toute leur rigueur et quoi qu'ils comportent comme sanctions nécessaires.

## L'Opinion de M. Briand

A aucun instant la France n'a plus mérité la confiance des autres pays et leur admiration qu'au moment présent, quand ils voient ce malheureux pays, qui a été meurtri, ravagé, pillé, couvert de cendres, baigné de sang malgré sa force, rester calme, discuter, prendre corps à corps les impossibilités, s'efforcer de ne rien faire d'irréparable, essayer de dissiper le malaise qui pèse sur le monde, de dissiper les brouillards qui voilent encore la paix. Devant cette attitude de la France qui a tant souffert, chapeau bas!—Aristide Briand.

## Affaire de Radiographie.

Le docteur Simon Flexner, de l'Institut Rockefeller, de New-York, à qui le gouvernement français vient de conférer la croix de la Légion d'honneur, racontait à quelques membres de l'Académie de Médecine de Paris une histoire assez amusante.

—Je connais, fit-il, un spécialiste américain fort réputé pour l'emploi des rayons X en matière médicale, et ce spécialiste reçut, voici quelques mois, la lettre suivante qui lui était écrite par un gros fermier de l'Ohio:

"Eminent docteur,

"J'ai accidentellement avalé, voici exactement dix-sept jours, une pointe d'acier, longue d'un pouce, et qui m'est demeurée dans l'estomac.

"Je suis pour l'instant surchargé d'affaires, et ne saurais trouver le loisir d'aller vous consulter à New-York. Je vous aurais, en conséquence, beaucoup d'obligations si vous vouliez bien venir sans retard à Corners, la station la plus proche de ma ferme. Ma voiture vous y attendra.

"Mais, dans le cas où vous ne pourriez pas venir en personne, envoyez-moi donc par la poste une douzaine de rayons X, avec les instruments nécessaires, et j'essayerai moi-même de les mettre en action."

A cette lettre, voici ce que le spécialiste répondit:

"Je regrette d'avoir à vous annoncer que mes engagements et rendez-vous ne me permettent point de me rendre à Corners, et que je n'ai malheureusement pas de rayons X disponibles pour le moment.

"Si vous ne pouvez pas venir à mon cabinet médical de New-York, envoyez-moi donc votre estomac par colis postal et, une fois guéri, je vous le ferai parvenir aussitôt."

## ENFIN

Le monsieur qui perd constamment son bouton de faux-col.—Ah! grand Dieu!

Sa femme—Quoi donc?

Le monsieur qui perd, etc.—Je viens d'avaler mon bouton de faux-col.

Sa femme—Enfin, pour une fois, tu sais où il est.

Un aviateur français a établi un nouveau record en bouclant la boucle 962 fois.

## Autour de Saint-Lazare.

Puisque la fameuse prison parisienne de Saint-Lazare est appelée à disparaître à brève échéance il nous semble opportun de glaner quelques souvenirs touchant un des quartiers les plus anciens de la Capitale. Sur la butte où est construite aujourd'hui l'église de Saint-Vincent-de Paul s'élevait jadis une construction de modeste apparence appelée le "Logis du Roi." C'est là, en effet, que les souverains, avant de faire leur entrée solennelle dans leur bonne Ville de Paris, s'arrêtaient pour recevoir les serments de fidélité de leurs sujets. Proche de ce logis, il existait une léproserie édiflée à la fin du XIe siècle sur l'emplacement d'une antique basilique placée sous le vocable de chaque année se tenait devant cet hospice, qui portait le nom de Saint-Lazare, en souvenir de l'ordre militaire et religieux du même nom, la foire Saint-Ladre, l'une des plus fréquentées de la région. Son vaste enclos qui s'étendait jusqu'au faubourg Poissonnière reçut d'illustres personnages: c'est Louis VII qui s'y arrête avant d'aller prendre à Saint-Denis l'oriflamme au moment de son départ pour la Croisade; c'est Philippe le Hardi qui y fait une courte halte le jour où, pieds nus et portant sur ses épaules le cercueil de saint Louis, il accomplit le long trajet de Notre-Dame à la basilique royale où son père doit reposer. La léproserie subsista jusqu'en 1632; c'est à cette époque que saint Vincent de Paul établit dans ses murs un couvent de prêtres de la mission qui prirent le nom de Lazaristes. Cette congrégation subsista encore quelque fondateur, puis, à la fin du XVIIe siècle, le couvent fit place à une maison de correction pour les jeunes gens "de mœurs déréglées." Enfin, sous la Terreur, c'est dans une des salles de la sinistre prison que l'on fit l'appel des condamnés avant de les conduire à la guillotine. Un tableau célèbre représente cette dramatique et poignante scène.

Un confrère parisien est allé rendre visite à Mlle Chapon, fille de l'économiste de la prison, qui lui a donné sur la vieille maison des détails complètement inédits.

"Voici, lui a-t-elle dit, les "cages à poules" où sont enfermées les récalcitrantes, celles qui ne veulent pas se soumettre ni travailler: il y a juste place pour le lit et la chaise. La porte est remplacée par un grillage qui permet aux gardiens une surveillance assidue. C'est là que furent enfermées les espionnes allemandes. Leur arrogance était telle que je les entendis un jour chanter à tue-tête le "Wacht ant Rhein"... Mais le jour de l'armistice, ce fut la "Marseillaise" que j'entendis, et c'étaient des Françaises qui la chantaient: les prévenues ont un patriotisme qu'il faut bien reconnaître."

## Du Tac au Tac

Le père—Quel petit imbécile tu fais! A ton âge, ne pas même savoir chercher dans le dictionnaire.

(A ce moment, Bébé pleure, n'ayant plus de lait dans son biberon).

Le père—Toto, va donc chercher la bouteille au lait, il n'y en a plus dans son biberon.

Crénom, il faut que cela arrive quand ta mère n'est pas là!... je ne sais pas comment ça se dévisse, ce satané biberon.

Toto—C'est drôle, p'tit père, qu'à ton âge, tu ne saches même pas te servir d'un biberon.

## Une définition

Le maître—Vous n'êtes qu'un imbécile... vous vous dites communiste et vous ne savez pas seulement ce que c'est...

Le valet de chambre—Je demande pardon à monsieur. C'est le jour où monsieur cirera mes bottines pendant que je me raserai!

Une bible publiée à Londres en 1711 a été vendue en Californie pour la somme de \$22 500